



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMAV Déchèterie St Laurent-Blangy

11 RUE volta
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références : 0004-2026
Code AIOT : 0007004126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement SMAV Déchèterie St Laurent-Blangy implanté Zone des 3 fontaines Rue Kasler 62223 Saint-Laurent-Blangy . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2025.

Elle a pour but la vérification du respect de certaines des prescriptions de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 27 mai 2014.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMAV Déchèterie St Laurent-Blangy
- Zone des 3 fontaines Rue Kasler 62223 Saint-Laurent-Blangy
- Code AIOT : 0007004126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchèterie se trouve au Sud-Est de la commune de St-Laurent-Blangy, à proximité de la station d'épuration urbaine. Elle est localisée sur la rue Kastler, dans la zone des 3 fontaines, sur un terrain d'une superficie de 12 545 m² (parcelle AM 125).

La déchèterie destinée aux particuliers, était initialement soumise à autorisation et opérait sous couvert de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 06 septembre 2005.

Afin de réduire le tonnage des matières partant pour l'incinération et/ou à l'enfouissement, et pour améliorer le taux de valorisation des déchets, le SMAV avait déposé le 28/05/2013 un dossier ayant pour but l'aménagement d'une déchèterie pour professionnels ainsi que l'extension de celle actuelle.

Cette demande a abouti à la signature de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 27 mai 2014 encadrant aujourd'hui l'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	PC5	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	PC7	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.7.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	PC8	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.3	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.4.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.5	Sans objet
6	PC6	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des dispositions techniques examinées ont porté sur les prescriptions (non exhaustives) de l'arrêté Préfectoral d'Autorisation du 27/05/2014.

Les résultats de la vérification ont mis en évidence quelques remarques et une non-conformité qui conduit l'Inspection à proposer à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais de mettre en demeure le Syndicat Mixte Artois Valorisation de respecter les prescriptions de l'article 1.5.1 de cet arrêté.

L'exploitant a été informé par courrier joint en annexe de cette proposition consécutive à la visite du 03 décembre 2025.

Ce courrier informe également M. le Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation qu'au cours de cette visite, un certain nombre de remarques ont été relevées. Ces remarques devront également être traitées avec un retour rapide à l'Inspection.

Au vu des constats établis suite à la visite d'inspection du 03 décembre 2025, nous proposons à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, de mettre en demeure le Syndicat Mixte Artois Valorisation de respecter, dans les délais précisés dans la proposition de mise en demeure, les dispositions mentionnées des articles précités en conclusion du présent rapport.

Le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint en annexe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement
Prescription contrôlée : <u>1.2.3 Consistance des installations autorisées</u> L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Les accès principaux (entrée pour les particuliers, entrée pour les professionnels et sorties pour les particuliers et les professionnels) sont aménagés pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les accès sont fermés en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture précisées dans le présent article sont indiquées à l'entrée principale de l'installation. La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne

<p>pas perturber la circulation sur la voie publique attenante. Un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est clôturée sur toute sa périphérie. Deux entrées et deux sorties distinctes permettent l'accès aux particuliers et aux professionnels. Des panneaux signalent les consignes pour limiter l'accès.</p> <p>En dehors des heures d'ouverture, le site est clos et placé sous vidéo-surveillance.</p> <p>L'activité est située dans une zone spécifiquement réservée au traitement des déchets du SMAV et le flux de véhicules est géré pour ne pas gêner la circulation de la rue Kasler.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : PC2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.4.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Limite de l'autorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>1.2.4.3 - Capacités de l'installation</u></p> <p>Le tonnage annuel est estimé à 15 000 tonnes, dont environ 100 tonnes de déchets diffus spécifiques et 600 kg de DASRI.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le tonnage pour l'année 2025 est légèrement supérieur à 10 000 tonnes dont 76 tonnes de déchets dangereux divers (pour les deux flux : particuliers et professionnels). Les DASRI ne sont plus collectés sur le site de St-Laurent ; la collecte étant aujourd'hui principalement réalisée par les pharmacies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : PC3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Article 1.2.5 - Conditions d'acceptation des Déchets</p> <p>1.2.5.1- Accueil :</p> </div>

Les usagers doivent être clairement informés, par exemple par voie d'affichage, de la nature des déchets acceptés ainsi que de leur conditionnement.

Lors de leur arrivée, les usagers sont pris en charge par le personnel qui :

- vérifie l'identité (badge présenté par l'utilisateur) ;
- contrôle le chargement des véhicules entrants ;
- contrôle la qualité (catégorie de déchets acceptés ou refusés) ;
- oriente les usagers vers les différents contenants ;
- dépose dans les locaux les déchets s'y rapportant ;
- établit les bons de facturation si nécessaire.

Après autorisation de l'accès aux quais, l'utilisateur évacue ses déchets dans les contenants et locaux prévus à cet effet :

- les déchets banals sont manipulés et déposés par les usagers dans les bennes appropriées ;
- les déchets diffus spécifiques (DDS) à l'exception des DASRI, les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E) ainsi que les déchets réutilisables sont remis au personnel d'exploitation qui se charge de les placer dans les locaux et contenants adéquats ;
- les déchets d'amiante-ciment liés sont déposés emballés par l'utilisateur dans la benne dédiée, ces dépôts ont lieu sous la surveillance permanente de l'agent d'exploitation qui doit s'assurer qu'ils sont réalisés dans les conditions permettant de conserver l'intégrité de l'emballage et des produits déposés.

- Horaires de fonctionnement :

Le futur site de Saint- Laurent emploiera 3 agents de quai.

Les horaires de travail du personnel seront fonction des horaires d'ouverture au public :

Le site est ouvert au public en horaire d'hiver (dernier dimanche d'octobre au dernier samedi de mars) du lundi au samedi de 09h 00 à 12h 30 et de 13h 30 à 17h 30 et le dimanche de 9h 00 à 12h 30.

En période estivale (dernier dimanche de mars au dernier samedi d'octobre) le site est ouvert au public du lundi au samedi de 9h 00 à 12h 30 et 13h 30 à 19h 00 et le dimanche de 9h 00 à 12h 30.

La réception des déchets amiantés se fera sur une plage horaire spécifique qui permettra un contrôle visuel de la nature du déchet et de l'intégrité de son emballage.

En dehors des heures d'ouverture, les déchets ne peuvent être réceptionnés et les installations sont rendues inaccessibles aux usagers.

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés conformément à la présente autorisation, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation.

Constats :

La déchèterie dispose de 6 agents en permanence sur site (M. Boel H, M. Herbet C, M. Glavieux F, M. Rigaux P, M. Morcy O et Mme Vasseur M).

Un contrôle de l'identité de l'utilisateur et des quantités des déchets est réalisé à l'entrée du site. L'agent en charge de cette tâche renseigne et dirige l'utilisateur vers les bennes adéquates.

Les autres agents guident les dépôts dans les bennes et gèrent les déchets dangereux. Aujourd'hui, les DASRI ne sont plus collectés sur site.

Une procédure bien spécifique encadre les apports de déchets d'amiante-ciment ; dans un premier temps, l'agent dédié à la réception de ce type de déchets fournit à l'utilisateur le film plastique nécessaire à l'emballage des déchets, puis il fixe rendez-vous à l'utilisateur pour la réception. Les déchets d'amiante-ciment liés ont été déposés emballés par l'utilisateur dans la benne dédiée. Ces dépôts sont réalisés obligatoirement sous le contrôle de l'agent d'exploitation qui surveille que les plaques soient déposées sans chute pour garantir le maintien de l'intégrité de l'emballage et des produits déposés.

Monsieur RIGAUX a suivi une formation spécifique amiante dispensée par l'APAVE.

Les horaires d'ouverture ont légèrement été modifiés notamment le dimanche (8h00 -12h15).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.5.1

Thème(s) : Situation administrative, Documents

Prescription contrôlée :

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le hangar jadis utilisé par la recyclerie avait changé radicalement d'utilisation. Ce bâtiment de 315 m2 est actuellement utilisé pour le stockage d'un très grand volume de documents d'archives appartenant à l'office du tourisme "Arras Pays d'Artois".</p> <p>Cette modification n'ayant pas été portée à la connaissance de M. le Préfet ni à l'Inspection, elle constitue une non-conformité qui fera l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : PC5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.2.6 - <u>Obligation de valorisation</u></p> <p>L'exploitant organise l'orientation de la totalité des déchets acceptés sur le site en vue d'en valoriser (recycler) le maximum dans la limite technique et économique du moment, qu'il devra pouvoir démontrer.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des filières de valorisation ou d'élimination sont reprises dans un document qualité qui est commun à l'ensemble des déchèteries du SMAV.</p> <p>Le document présenté lors de la visite d'inspection présente des erreurs et n'avait pas été remis à jour depuis plusieurs années. Le document rectifié devra être transmis à l'Inspection dès que cela sera possible.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : PC6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.2.7 - <u>Élimination - Valorisation</u></p>

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans des installations exploitées conformément aux dispositions du code de l'environnement. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte et adaptée.

Les déchets d'emballages seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Tout stockage définitif de déchets à l'intérieur de l'établissement est interdit.

Constats :

L'ensemble des enlèvements sont gérés via l'application "Track déchets" et l'exploitant s'est assuré que l'ensemble des filières d'élimination respectent la réglementation en vigueur et soient autorisées ou agréées pour le type de déchets concerné.

Les déchets d'emballages sont compactés sur site avant de rejoindre (pour l'essentiel du flux), le centre de tri exploité par le SYMEVAD à EVIN-MALMAISON.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PC7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.7.3

Thème(s) : Situation administrative, Formation

Prescription contrôlée :

ARTICLE.1.7.3. FORMATION

L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :
- les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité,
- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;

- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR) ;
- les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

Constats :

Lors de la prise de poste, le nouvel agent reçoit un livret d'accueil, il est formé en interne et en accompagnement pour la connaissance, la manipulation des déchets dangereux, la sensibilisation aux accidents environnementaux (utilisation du kit anti-pollution, vanne de sectionnement, extincteurs...) et les consignes de sécurité.

L'ensemble de ces formations sont ensuite intégrées dans un plan de formations continues.

Au regard du plan présenté au présent article, il apparaît clairement des manquements pour lesquels le SMAV s'est engagé à initier une procédure d'appel d'offre, pour compléter au plus vite le programme des formations dans le prochain exercice.

Dès la signature de ce marché, l'Inspection devra être informée.

Les attestations de capacité et les différentes autorisations nécessaires au transport, à la manipulation et à la connaissance des produits dangereux doivent être régulièrement évaluées et vérifiées par l'équipe d'encadrement du SMAV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : PC8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.12

Thème(s) : Risques chroniques, Documents

Prescription contrôlée :

CHAPITRE - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- une copie de la demande d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- le dossier d'autorisation daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;
- les résultats des mesures de poussières si cela a été jugé nécessaire par l'Inspection,
- les résultats des mesures des analyses des eaux de surface et souterraines ;
- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;
- le registre reprenant l'état des stocks indiquant la nature et les quantités des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la classification et à l'étiquetage des substances) auquel est annexé un plan général des stockages ;
- le dossier de lutte contre la pollution accidentelle des eaux ;
- le plan de localisation des risques et tout élément utile relatif aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;
- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;
- le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;
- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;
- les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;
- les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;
- les consignes d'exploitation ;
- le registre de sortie des déchets ;
- le plan des réseaux de collecte des effluents.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a été en mesure de présenter le dossier comportant la demande d'autorisation et le dossier qui l'accompagne, ainsi que l'arrêté d'autorisation.

Les mesures sur le bruit ont été réalisées par la société APAVE le 29/02/2024 (aucun dépassement n'a été relevé).

Une mesure dans l'environnement pour les poussières d'amiante a été effectuée en 2018. Celle-ci n'a pas montré de dépassement des VLE. L'Inspection a recommandé à l'exploitant de renouveler ce type de contrôle.

Faute de contrat, aucun contrôle de la qualité des eaux n'a été réalisé cette année, mais l'exploitant s'est engagé à faire réaliser une mesure très rapidement pour répondre à la

l'exploitant s'est engagé à faire réaliser une mesure très rapidement pour répondre à la présente prescription. Le résultat des mesures devra être transmis dès réception à l'Inspection.

Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents n'a pas pu être consulté mais l'exploitant s'est engagé à transmettre une copie à l'Inspection par retour de courriel.

Le registre reprenant l'état des stocks est basé sur les quantités maximales admissibles.

Le plan de localisation des risques est présent dans le local gardien.

L'équivalent des fiches de données de sécurité des produits reprenant les consignes à suivre en cas d'incident étaient présentes dans les locaux de stockage des déchets dangereux.

Le contrôle des installations électriques réalisé par l'APAVE le 29/11/2024 a mis en évidence trois observations qui ont été prises en compte suite à l'intervention du service patrimoine du SMAV lors de son intervention du 31 janvier 2025.

Le contrôle des extincteurs, des RIA et du dispositif de désenfumage a été réalisé par la société CMI FI SOMEX le 17/09/2024.

Concernant les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours, ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement, l'exploitant s'est engagé à revoir l'ensemble de ses procédures pour les intégrer au plan de prévention du risque incendie introduit par l'arrêté ministériel du 25 mai 2025.

Dès l'élaboration de ce plan, l'Inspection devra être informée de son contenu.

Les consignes d'exploitation sont intégrées dans les documents qualifiés communs à toutes les déchèteries, une révision de ces consignes semble aujourd'hui nécessaire.

Le registre de sortie des déchets a été consulté lors de la visite.

Le plan des réseaux de collecte des effluents est consultable dans le dossier de demande d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois